



Équilibrer la mondialisation par Lord Watson of Richmond, CBE

Il est tout à fait opportun que l'OCDE ait décidé de consacrer la Conférence des parties prenantes qui aura lieu à Paris le 22 mai prochain au thème de la mondialisation - et des avantages et risques qu'elle comporte. Pourquoi ? Parce que l'OCDE est le cartographe de la mondialisation, étudie son évolution, mesure ses dimensions, analyse ses conséquences.

D'après l'OCDE, la Chine pourrait, au cours des cinq prochaines années, dépasser les États-Unis et l'Allemagne et devenir le premier exportateur mondial. Goldman Sachs a mis en évidence le rôle transformateur du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine, qui pourraient collectivement représenter, en 2005, la moitié de la puissance économique du G6 actuel et la dépasser d'ici 40 ans, en termes monétaires. Ainsi, la géographie de la mondialisation évolue à un rythme tel que si les explorateurs du Nouveau Monde s'étaient trouvés dans une situation comparable au XVIe siècle, ils auraient pu craindre de franchir les confins de la terre !

La crainte est un facteur très réel dans la réaction des États-Unis et de l'Union européenne face à ce qui se produit actuellement. Les États-Unis, qui représentent environ 27 % du PIB mondial aujourd'hui, sont la première puissance économique depuis pratiquement le début du XXe siècle. Or, cette primauté va être remise en cause par les pays cités plus haut et, d'ici à 2050, la Chine sera devenue la première économie mondiale. Si les États-Unis se crispent dans une attitude teintée d'impérialisme, la mondialisation, qui était censée assurer la pérennité de la prédominance américaine, pourrait en fait y mettre un terme. Les craintes américaines à l'égard de la Chine et de l'orientation que prend désormais la mondialisation sont aujourd'hui perceptibles.

Si les Américains sont inquiets, les Européens le sont aussi. Dans un article du Financial Times, Wolfgang Munchau décrit le débat européen sur la mondialisation entre 25 chefs d'État et de gouvernement comme une « version moderne de l'enfer ». L'Allemagne ne semble voir comme seule issue, face à la mondialisation, que le maintien de la compétitivité de sa base industrielle, en réduisant les coûts et en exportant des emplois. L'ex-Chancelier Gerhard Schroeder s'en est pris à la mondialisation lors du dernier sommet européen auquel il participait, faisant valoir que les tentatives visant à « miser sur le marché et poursuivre indéfiniment la mondialisation » revenaient à trahir les valeurs et les principes fondamentaux sur lesquels est fondée l'Europe. Le gouvernement français semble être du même avis. Confrontée aux problèmes que pose l'intégration de sa propre population musulmane - conséquence de la mondialisation plus que du colonialisme - la France paraît parfois au bord du désespoir. À la suite des émeutes provoquées l'été dernier par de jeunes musulmans dans certaines villes françaises, Dominique Moïsi décrit comme suit l'angoisse de la France :

« Une Europe plus sûre, pouvant tabler sur la croissance et le dynamisme économique, pourrait faire face avec confiance à l'enjeu considérable que constitue l'intégration. Mais comment pouvons-nous trouver la formule pour réussir l'intégration en France si nous nous sentons en même temps si menacés par la formidable énergie venant d'Asie ? »

Alors, comment équilibrer la mondialisation ? Comment aider ces autres nations à trouver leur place, pour le bien de l'économie mondiale tout autant que pour leur propre bien ?

Il est incontestablement dans l'intérêt des entreprises occidentales que l'Asie devienne un énorme marché de classes moyennes. Mais cela est-il possible sans que nous ayons à renoncer à notre propre base industrielle ? Si l'on veut que la mondialisation soit équilibrée, cette question est cruciale.

Il n'est manifestement pas facile d'y répondre, mais une chose est certaine : la mondialisation n'est pas un jeu à somme nulle. Il ne s'agit pas d'un nivellement par le bas, mais par le haut. En définitive, ce ne sont pas les moins-disants qui l'emporteront, mais les meilleurs. Et même ceux qui se placeront en seconde position pourront fort bien tirer leur épingle du jeu. Attendons de voir quelles réponses émergeront du Sommet de l'OCDE.